

COMPTE-RENDU  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
- 14 AVRIL 2017 -

**NOMBRE DE CONSEILLERS**

En exercice	35
Présents	24 (jusqu'à 19h45).
Absents	12 (à partir de 19h45).
Votants	29

Le quatorze avril deux-mille dix-sept à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de La Ferté-Macé dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques DALMONT, Maire.

**Date de convocation du Conseil Municipal : 07 avril 2017.**

**Présents :** Messieurs Jacques DALMONT, Marcel FLANDRIN, Madame Noëlle POIRIER, Monsieur José COLLADO, Madame Thérèse LETINTURIER (jusqu'à 19h45), Monsieur Jacky CLEMENT, Madame Claude ROYER, Messieurs Yvon FRÉMONT, Jean-Yves TALLOIS, Madame Marie-Claire LEFOULON, Messieurs David CHOPIN, Yves HERGAULT, Didier THEVENARD, Thierry POTTIER, Michel CUSSET, Franck QUERU, Madame Christine POTTIER, Monsieur Mickaël AUMOITTE, Mesdames Aline DAVY, Nadège QUENTIN, Marie-Annick RALU, Chantal LEUDIERE, Messieurs Yves JEANNE, Stéphane ANDRIEU.

**Absents :** Mesdames Annick JARRY, Odile KRONNEBERG, Messieurs Yvon FOEZON, Matthieu CHESNEL, Mesdames Martine QUENTIN, Christine LALLIA, Sylviane KARAMAT, Caroline BOUVIER, Leïla PÔTEL, Élodie LASNE, Magali COURTEILLE, Thérèse LETINTURIER (à partir de 19h45).

**Délégations :** Madame Annick JARRY avait délégué ses pouvoirs à Monsieur Jean-Yves TALLOIS, Madame Odile KRONNEBERG avait délégué ses pouvoirs à Madame Marie-Claire LEFOULON, Madame Martine QUENTIN avait délégué ses pouvoirs à Madame Nadège QUENTIN, Madame Leïla PÔTEL avait délégué ses pouvoirs à Monsieur Franck QUERU, Madame Élodie LASNE avait délégué ses pouvoirs à Madame Christine POTTIER et Madame LETINTURIER avait délégué ses pouvoirs à Madame Claude ROYER à partir de 19h45.

**Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Nadège QUENTIN est élue, à l'unanimité, secrétaire de séance.**

**MODIFICATION DES STATUTS DU SE61 - DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL.**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article 5211-8,

- Vu la délibération n° 2016-A-64 du TE61 en date du 14 décembre 2016 relative à la modification statutaire,

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le Syndicat de l'Énergie de l'Orne (SE61) est devenu, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le Territoire d'Énergie Orne (TE61).

Cette décision fait suite au changement de nom de la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) qui est devenue « Territoire d'Énergie », cette marque ayant vocation à se décliner territorialement afin d'apporter aux autorités organisatrices de la distribution publique d'énergie une identité commune forte.

Le Territoire d'Énergie Orne a également fait le choix de modifier dans le même temps l'adresse de son siège social rue Gâtél à Valframbert.

Après visa de légalisation, la présente délibération devra être notifiée à Monsieur le Président du TE61.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**  
**- APPROUVE les nouveaux statuts du TE61 (ex SE61) tels que présentés.**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

**CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS.**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que le fonctionnement estival de la Base de Loisirs nécessite le recrutement de deux postes saisonniers de surveillant de baignade à temps complet.

Ces postes seraient pourvus par référence à la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 3-2° relatif au recrutement d'agents non titulaires pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité.

Les titulaires de ces postes seraient rémunérés par référence au 6<sup>ème</sup> échelon du grade d'opérateur de ces activités physiques et sportives, indices brut 354 majoré 330 de la Fonction Publique Territoriale et bénéficierait de la prime annuelle allouée à l'ensemble du personnel municipal au prorata de leur temps de travail.

Ces postes seront pourvus, au plus tôt à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017, pour une durée de 3 mois maximum.

Les crédits nécessaires à ces créations de postes seront inscrits au chapitre 12 du Budget 2017.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**  
**- PROCEDE, pour la Base de Loisirs et selon les règles énoncées ci-dessus, à la création de deux postes saisonniers de surveillant de baignade à temps complet.**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

## CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNE DE LA FERTÉ-MACÉ ET LE CCAS EN VUE DE LA PASSATION DE MARCHÉS DE SERVICES D'ASSURANCES - LANCEMENT DE LA PROCÉDURE.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que les contrats d'assurances des collectivités territoriales sont passés sous la forme de marchés publics.

Le contrat « Assurance Responsabilité et Risques Annexes » à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2013 arrive à échéance le 31 décembre 2017.

Il convient donc d'organiser une nouvelle mise en concurrence dans les formes et suivant les procédures prescrites par le Code des Marchés Publics pour le contrat précité.

Par ailleurs, ce même Code des Marchés Publics, et notamment son article 8, stipule que des groupements de commandes peuvent être institués entre des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACTE la nécessité d'organiser une nouvelle mise en concurrence dans les formes et suivant les procédures prescrites par le Code des Marchés Publics pour le lot « Assurance Responsabilité et Risques Annexes ».

- ACTE, au regard de l'intérêt économique et technique de grouper les commandes, la constitution d'un groupement de commandes entre la commune de La Ferté-Macé et son CCAS en vue de la passation de ce marché.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## RÉGIME INDEMNITAIRE DES PERSONNELS COMMUNAUX.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération n° D/16/050/V en date du 11 avril 2016, le Conseil Municipal a instauré un régime indemnitaire au bénéfice des personnels de la commune de La Ferté-Macé.

Il y aurait lieu de le compléter en y ajoutant les modalités d'attribution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour les élections selon les modalités figurant en annexe.

Les crédits correspondants seront inscrits au Budget 2017.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- COMPLETE le régime indemnitaire des personnels de la commune de La Ferté-Macé selon les modalités figurant en annexe.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## ÉLECTIONS - VACATIONS.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune mobilise, à l'occasion de chaque scrutin politique ou professionnel, un certain nombre de personnels territoriaux pour assurer des fonctions de coordination ou de secrétariat des bureaux de vote.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, certains agents sont devenus agents de la Communauté d'Agglomération « FLERS AGGLO », et de ce fait, ne peuvent plus participer aux missions administratives liées à l'organisation matérielle des bureaux de vote puisque celles-ci relèvent exclusivement de la commune, qui agit elle-même dans le cadre de compétences exercées au nom de l'État.

C'est la raison pour laquelle il est proposé de faire appel à quelques personnels employés par « FLERS AGGLO » dans le cadre d'un engagement vacataire permettant à la commune de La Ferté-Macé de recruter ponctuellement les intéressés dans les conditions suivantes :

### • Nature de l'engagement :

Recrutement pour les besoins d'une mission spécifique par le biais d'un contrat de droit public, conclu par la commune dans le cadre de sa mission de service public administratif d'organisation des élections politiques et/ou professionnelles (références : article 1 – dernier alinéa du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée).

### • Mission :

Assurer les fonctions de coordination des bureaux de vote et/ou de secrétariat de bureau de vote.

### • Date et durée de la mission :

Le jour du scrutin plus les jours précédant ou suivant celui-ci pour les tâches de préparation matérielle et de coordination.

### • Lieu d'exécution :

Un des bureaux de vote installé sur le territoire de la commune de La Ferté-Macé.

### • Rémunération des vacations :

Rémunération horaire brute de 25 €. Les heures rémunérées seront les heures de travail qui correspondent à la prestation proprement dite le jour du scrutin, mais aussi toutes celles relatives au travail de préparation, de suivi et de bilan nécessaires à la réalisation de la mission les jours précédant ou suivant celui-ci.

Les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 du Budget municipal.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les contrats relatifs au recrutement d'agents de « FLERS AGGLO » dans le cadre d'un engagement vacataire destiné à assurer les fonctions de coordination et/ou de secrétariat des bureaux de vote à l'occasion de scrutins politiques et/ou professionnels organisés par la commune de La Ferté-Macé dans les conditions ci-dessus exposées.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## **PARTICIPATION DE LA COMMUNE DE LA FERTÉ-MACÉ AU COMITÉ D'ACTION SOCIALE DU PERSONNEL COMMUNAL (CAS).**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Comité d'Action Sociale (CAS) du Personnel Communal gère des avantages présentant le caractère d'action sociale au bénéfice du personnel communal.

Il y aurait lieu de décider de maintenir la participation, au profit des agents de la commune de La Ferté-Macé, au financement du Comité d'Action Sociale du Personnel Communal pour les années 2017 et suivantes.

Chaque année, une participation financière de la commune serait allouée à cette association et calculée selon la règle suivante :

Au titre de l'année N, cette participation est calculée sur la base d'un pourcentage des mandats émis aux articles 64111 à 6417 inclus du chapitre 012 et constatés au compte administratif communal de l'année N-1.

Ce pourcentage est fixé à 1,00 %.

Toutefois, du fait de la dissolution de la Communauté de Communes La Ferté-St Michel et du transfert d'une majorité des personnels de celle-ci au sein des services de la commune de La Ferté-Macé, par dérogation aux alinéas précédents, la participation 2017 sera de 27 211,65 €, calculée ainsi qu'il suit :

- 1% des mandats émis aux articles 64111 à 6417 inclus des chapitres 012, constatés aux comptes administratifs 2016 de la Communauté de Communes La Ferté-St Michel et de la commune de La Ferté-Macé, pour la part représentative des seuls agents présents au sein des effectifs de la commune de La Ferté-Macé le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Cette dépense serait inscrite au chapitre 012 article 6474 du Budget municipal.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- SE PRONONCE favorablement sur ce dossier.**

**- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir avec le Comité d'Action Sociale (CAS) du Personnel Communal.**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

## **ACCUEIL D'UN STAGIAIRE AU CENTRE SOCIOCULTUREL.**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le second renouvellement d'agrément du Centre Socioculturel ferlois accordé par la CAF de l'Orne arrive à échéance à la fin de l'année 2017.

Le contrat de projet du centre est donc à présenter au Conseil d'Administration de la CAF au dernier trimestre, suivant ce canevas :

- le diagnostic de territoire à réajuster et à actualiser.

- l'évaluation des actions du centre réalisées sur la période 2016-2017.

- le projet social à établir pour les quatre années à venir (2018-2021), suivant l'analyse des données du diagnostic et de l'évaluation.

L'accueil d'un stagiaire, étudiant en Master II, à compter d'avril 2017 est envisagé en appui de l'équipe pour ces travaux d'études nécessaires à l'octroi des prestations « animation globale et coordination » et « animation collective familles ».

Un employeur qui accueille un stagiaire doit lui verser une gratification honoraire minimale lorsque, au cours d'une même année d'enseignement, la durée de présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil est supérieure à 308 heures. Cette gratification est due, dès le premier jour de stage, sans préjudice du remboursement des frais engagés pour effectuer le stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.

Le montant de la gratification doit être fixé dans la convention de stage. Le montant minimum est fixé à 15 % du plafond horaire de la Sécurité Sociale soit, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, 3,60 € de l'heure (24 € x 15 %).

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- SE PRONONCE favorablement sur ce dossier.**

**- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir.**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

## **VALIDATION DU CANDIDAT RETENU POUR LE BAIL DU CENTRE ÉQUESTRE DE LA PELERAS.**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune de La Ferté-Macé a fait paraître sur son site la mise en location de son équipement à usage de Centre Equestre à compter du 1<sup>er</sup> août 2017.

Trois dossiers de candidature ont été déposés.

Après une synthèse des dossiers et entretien avec chacun des postulants, la candidature de Monsieur Manuel FILLATRE a été jugée la plus intéressante puis soumise à la Commission « Sports » élargie du 29 mars 2017.

Lors de cette commission, Monsieur Manuel FILLATRE a présenté son projet.

Suite à cette présentation et aux échanges avec les élus présents, la commission, à l'unanimité, s'est prononcé favorablement pour la mise en location de l'équipement du Centre Equestre à ce candidat.

Les conditions du bail seront les suivantes :

- bail rural à long terme cessible consenti pour une durée de 18 ans.

- location consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 4000,00 € HT par le locataire.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à la majorité (une voix contre) :**

**- DÉCIDE DE LOUER, à compter du 1<sup>er</sup> août 2017, à Monsieur Manuel FILLATRE l'équipement à usage de Centre Équestre dénommé « La Peleras » de La Ferté-Macé, pour un loyer annuel de 4000,00 € HT, frais d'acte en sus.**

- AUTORISE Monsieur le Maire à faire appel à un notaire pour établir le bail.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bail à intervenir.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

## CRÉATION D'UN LOCAL D'ACCUEIL A LA SALLE HENRI BROSSARD – DEMANDE DE SUBVENTIONS.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que construite en 1995, la salle omnisports Henri Brossard située Rue Sœur Marie Boitier accueille les établissements scolaires (EREA, CFTA) et les clubs sportifs.

Actuellement, le gymnase se compose d'une aire de jeu multisports : 1 tribune, 2 vestiaires (+ douches), 2 locaux de rangement, 4 sanitaires.

L'utilisation de la salle Henri Brossard est en constante progression sur le plan sportif.

Dans le but d'optimiser son fonctionnement, la commune de La Ferté-Macé envisage la construction d'une salle de réunion. Cette construction de 55m<sup>2</sup> viendrait se greffer à la structure existante. Ce nouveau local permettrait l'accueil des équipes, des parents, des dirigeants, des adversaires, avec pour objectif de renforcer le lien social et convivial, indispensable à la poursuite du développement des associations sportives.

Le plan de financement pourrait être le suivant :

DÉPENSES		RECETTES	
Construction d'un local d'accueil	60.000 €	DETR 50%	30.000,00 €
		Subvention Parlementaire 16,66%	10.000,00 €
		Autofinancement	20.000,00 €
TOTAL HT	60.000,00 €	TOTAL HT	60.000,00 €
TVA	12.000,00 €	TVA	12.000,00 €
TOTAL TTC	72.000,00 €	TOTAL TTC	72.000,00 €

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- VALIDE le plan de financement présenté ci-dessus et SOLLICITE les subventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

## INFORMATISATION DES ÉCOLES – DEMANDE DE FINANCEMENT DETR 2017.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que les écoles élémentaires Paul Souvray et Jacques Prévert de La Ferté-Macé ne sont plus équipées en postes

informatiques mobiles compte-tenu de l'obsolescence du matériel acquis il y a plusieurs années.

De plus, fin 2016, six PC de l'école Paul Souvray ont été dérobés et retrouvés en état d'épave.

Compte-tenu des supports pédagogiques utilisés, il est nécessaire de procéder à leur remplacement par l'achat de deux classes mobiles.

Cette dépense est éligible à une subvention DETR au titre de l'année 2017.

Le plan de financement pourrait être le suivant :

DÉPENSES		RECETTES	
Informatisation des écoles (acquisition de deux classes mobiles)	14 760,00 €	DETR (40,65%) à savoir : 3000,00 € par classe	6 000,00 €
		Autofinancement	8 760,00 €
TOTAL HT	14 760,00 €	TOTAL HT	14 760,00 €
TVA (20 %)	2 952,00 €	TVA (20 %)	2 952,00 €
TOTAL TTC	17 712,00 €	TOTAL TTC	17 712,00 €

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- SOLLICITE une demande de financement DETR à hauteur de 6 000,00 € pour l'informatisation des écoles publiques de La Ferté-Macé.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

## CRÉATION D'UN PÔLE MUSICAL – DEMANDE DE SUBVENTIONS.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la commune de La Ferté-Macé souhaite aménager un espace adapté et dédié à la pratique musicale à proximité du Centre Socioculturel fertois et d'un des établissements scolaires de premier degré, et ce, afin de regrouper les divers courts (piano, éveil musical, chant, batterie...) dans un seul et même lieu.

Pour se faire, il y aurait lieu de solliciter les subventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

Le plan de financement pourrait être le suivant :

DÉPENSES		RECETTES		
Menuiseries intérieures	8074,70 €	Département	20 %	20 490,00 €
Cloisons - Doublage - Plafond	31 994,55 €	Région - PETR	60 %	61 469,00 €
Faux Plafond	2054,97 €	Autofinancement	20 %	20 490,49 €
Carrelage	7304,91 €			
Peinture	8416,76 €			
Revêtement de sol	5829,89 €			
Plomberie sanitaire	18 384,03 €			
Électricité	20 389,68 €			
<b>TOTAL HT</b>	<b>102 449,49 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>100 %</b>	<b>102 449,49 €</b>

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- VALIDE le plan de financement présenté ci-dessus et SOLLICITE les subventions nécessaires à la réalisation de ce projet.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

### RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE SECOURS INCENDIE - DEMANDE DE SUBVENTION DETR 2017.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune de La Ferté-Macé souhaite continuer à renouveler les poteaux incendie installés sur la commune.

Pour cette année 2017, trois sites sont concernés :

- route de Bagnoles – carrefour rue du Petit Pont.
- rue sœur Marie Boitier – Le Fay-Haut.
- rue Amiral Dumesnil.

Ces travaux sont estimés à 8906,58 € HT, soit 10 687,90 TTC.

Il convient de solliciter l'octroi d'une subvention auprès de l'État au titre de la DETR 2017, à hauteur de 30 % du montant HT des travaux, pour un montant de 2671,97 €.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- APPROUVE le projet et le plan de financement exposés ci-dessus.

- CHARGE Monsieur le Maire de solliciter une Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux 2017 (DETR), à hauteur de 30 % du montant Hors Taxes des travaux, pour le changement des équipements de secours.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

### CONVENTION D'INTERVENTION POUR LA VALORISATION DE DÉCHETS VERTS AVEC L'ASSOCIATION « CUMA NORMANDIE COMPOST ».

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que par délibération communautaire n° D/14/060/C en date du 08 octobre 2014, la Communauté de Communes

La Ferté-St Michel avait décidé de signer une convention avec l'Association Bocage Compost (ABC) pour la valorisation de déchets verts produits par ladite communauté.

De ce fait, et suite à la dissolution de la CDC et au transfert de compétences qui s'en est suivi, il y aurait lieu de signer une nouvelle convention avec la commune de La Ferté-Macé.

Pour valoriser ces déchets verts, il est proposé au Conseil Municipal de contracter une prise en charge par la Cuma Normandie Compost (anciennement Association Bocage Compost) qui traitera lesdits déchets en co-compostage (une lanche avec du fumier) avant de les épandre dans les cultures.

Le protocole serait le suivant :

- la commune de La Ferté-Macé livre une partie de ses déchets vers chez les adhérents de la CNC convenus préalablement (deux lieux de dépôts, à savoir : un à La Sauvagère pour un volume prévisionnel de 300 m³ par an et un à Saint Michel des Andaines pour un volume prévisionnel de 300 m³ par an, recevant uniquement des déchets verts inférieur à 2 cm de diamètre).
- les déchets sont contrôlés, triés et stockés.
- les ligneux sont broyés et les fumiers ainsi que les déchets verts sont mélangés et retournés quatre fois avant d'être épandus.

Ces déchets sont exclusivement composés de déchets verts. Ils sont dépourvus d'objets indésirables de type plastique, ferraille...

Cette démarche s'inscrit dans une volonté réaffirmée de développement durable.

La prestation de la CNC sera facturée 5 € / m³ de déchets verts livrés pour le traitement sur une base estimée à 600 m³ / an, soit 3000,00 € / an. Le volume est estimé par les opérateurs du service « Parcs et Jardins » de la commune.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, avec prise à effet à sa date de signature.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE DE CONCLURE la convention d'intervention pour la valorisation de déchets verts avec la Cuma Normandie Compost (CNC).

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

### COLLECTE DE TEXTILES ET CHAUSSURES USAGÉS - CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée que la collecte de textiles et chaussures usagés répond à des enjeux environnementaux, économiques et sociaux. Le recyclage de ces biens usagés permet de développer une industrie créatrice d'emplois, de lutter contre la précarité et d'économiser les matières premières.

Une collecte a été mise en place par l'association « Coup de Pouce Solidaire » sur le territoire de la commune de La Ferté-Macé.

Pour les besoins de cette collecte, cette association dispose de containers « Vêtements et chaussures ».

Ces derniers pourraient être implantés sur six sites, à savoir :

- Place Bobot.
- Parking de la Maison des Services Publics.
- 21 boulevard de Contades.
- Place Neustadt.
- Route de l'Oisivière (proximité d'Intermarché).
- Place de la Gare.

A cette fin, il y aurait lieu de conclure avec l'association « Coup de Pouce Solidaire » une convention d'autorisation d'occupation du domaine public.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- SE PRONONCE favorablement sur ce dossier.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'autorisation d'occupation du domaine public à intervenir avec l'association « Coup de Pouce Solidaire ».

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

#### **SCHÉMA DE MUTUALISATION - PÔLE GOUVERNANCE ENTRE « FLERS AGGLO », LA VILLE DE FLERS ET LA VILLE DE LA FERTÉ-MACÉ - CONVENTION CADRE.**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que dès 1994, la ville de Flers et la Communauté de Ville du Pays de Flers avaient initié une démarche de mutualisation de services. Celle-ci portait notamment sur des formations d'appui : finances, ressources humaines...

Cette démarche a été renforcée en 2006 lors du transfert de certaines compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (CAPF).

Enfin, par délibérations en date du 20 janvier 2011, la CAPF et la ville de FLERS ont mis en place un organigramme commun pour les deux collectivités structuré autour d'une Direction Générale unique et de douze directions opérationnelles ou d'appui.

La mise en œuvre opérationnelle s'est traduite par la mise en place d'une convention cadre qui a vocation à gérer un ensemble de principes communs et de conventions particulières propres à certaines missions. Ces conventions particulières sont au nombre de vingt actuellement et couvrent tous les champs.

Lors du dernier Conseil Communautaire de « FLERS AGGLO », l'assemblée délibérante a, conformément à la loi, pris acte de la tenue du DOB 2017. Celui-ci comprenait une actualisation du schéma de mutualisation autour de quatre pôles :

- Pôle gouvernance « FLERS AGGLO - ville de FLERS - ville de LFM ».
- Pôle « Organigramme commun « FELRS AGGLO - ville de FLERS ».
- Pôle « Mutualisation de services « FLERS AGGLO - ville de La Ferté-Macé ».
- Pôle « Mutualisation de prestations de services ».

Le premier pôle comprend deux conventions :

- La convention cadre qui a vocation à gérer des principes communs aux trois premiers pôles.
- La convention particulière portant sur la Direction Générale.

La présente convention a pour objet l'adoption de la convention cadre qui régit un ensemble de principes relatifs aux trois pôles figurant au schéma de mutualisation.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE DE CONCLURE la convention cadre pour la mutualisation de services entre « FLERS AGGLO » et les villes de FLERS et LA FERTÉ-MACÉ.

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

#### **SCHÉMA DE MUTUALISATION - PÔLE GOUVERNANCE ENTRE « FLERS AGGLO », LA VILLE DE FLERS ET LA VILLE DE LA FERTÉ-MACÉ - CONVENTION PARTICULIÈRE - DIRECTION GÉNÉRALE.**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que dès 1994, la ville de Flers et la Communauté de Ville du Pays de Flers avaient initié une démarche de mutualisation de services. Celle-ci portait notamment sur des fonctions d'appui : finances, ressources humaines...

Cette démarche a été renforcée en 2006 lors du transfert de certaines compétences à la Communauté d'Agglomération du Pays de Fers (CAPF).

Enfin, par délibérations en date du 20 janvier 2011, la CAPF et la ville de Flers ont mis en place un organigramme commun pour les deux collectivités structuré autour d'une Direction Générale unique et de douze directions opérationnelles ou d'appui.

La mise en œuvre opérationnelle s'est traduite par la mise en place d'une convention cadre qui a vocation à gérer un ensemble de principes communs et de conventions particulières propres à certaines missions. Ces conventions particulières sont au nombre de vingt actuellement et couvrent tous les champs.

Lors du dernier Conseil Communautaire de « FLERS AGGLO », l'assemblée délibérante a, conformément à la loi, pris acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2017. Celui-ci comprenait une actualisation du schéma de mutualisation autour de quatre pôles :

- Pôle gouvernance « FLERS AGGLO - ville de FLERS - ville de LFM ».
- Pôle « Organigramme commun « FELRS AGGLO - ville de FLERS ».
- Pôle « Mutualisation de services « FLERS AGGLO - ville de La Ferté-Macé ».
- Pôle « Mutualisation de prestations de services ».

Le premier pôle comprend deux conventions :

- la convention cadre qui a vocation à gérer des principes communs aux trois premiers pôles.
- la convention particulière portant sur la Direction Générale.

La présente délibération a pour objet l'adoption de la convention n° A9-2017 Direction Générale qui prévoit la mise en place d'une Direction Générale commune aux trois structures.

L'objet est de pouvoir mettre à disposition les membres de la Direction Générale de « FLERS AGGLO » aux deux villes afin d'assurer les fonctions de Direction Générale de ces dernières.

La mise à disposition porte sur la répartition du temps de travail des trois agents concernés comme suit :

- « FLERS AGGLO » : 1,25 ETP.
- ville de FLERS : 1 ETP.
- ville de La Ferté-Macé : 0,75 ETP.

Bien évidemment, en fonction de la réalité, des avenants corrigeant cette répartition pourront intervenir en tant que de besoin.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ACCEPTE DE CONCLURE** la convention particulière n° A9-2017 pour la mutualisation de services de la Direction Générale de « FLERS AGGLO » avec la ville de FLERS et « FLERS AGGLO ».

- **CHARGE** Monsieur le Maire de signer la convention à intervenir.

- **CHARGE** Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## **PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU FONDS DE SOLIDARITÉ LOGEMENTS (FSL) DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ORNE.**

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée que l'État, par l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, a confié aux conseils départementaux la responsabilité du financement et de la gestion du FSL – Fonds de Solidarité Logements.

Sont accordées des aides financières (subventions ou prêts) aux ménages aux revenus modestes rencontrant des difficultés pour accéder à un logement ou s'y maintenir. Les aides financières du FSL peuvent se doubler de la mise en place d'un accompagnement social afin d'aider le bénéficiaire à retrouver une situation stable. Depuis 2005, le FSL inclut les dispositifs d'aide au paiement des factures d'eau et d'énergie pour les personnes en difficulté financière.

Pour faire suite à la demande du Département de l'Orne, la commune de La Ferté-Macé propose de participer financièrement au FSL du Département à hauteur de 1600,00 € pour l'année 2017.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE D'ALLOUER**, pour l'année 2017, la somme de 1600,00 € pour la participation financière au Fonds de Solidarité Logements (FSL) du Conseil Départemental de l'Orne.

- **CHARGE** Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## **PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU FONDS D'AIDE AUX JEUNES (FAJ) DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ORNE.**

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée que le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est destiné à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des 18-25 ans en leur apportant des secours temporaires sous la forme d'aides financières ou de prestations d'accompagnement social. Il s'agit d'aides ponctuelles et de faibles montants qui doivent répondre à un besoin précis (logement, travail, transport, etc...). Le Département finance cette aide.

Pour faire suite à la demande du Département, la commune de La Ferté-Macé propose de participer financièrement au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) du Département à hauteur de 800,00 € pour l'année 2017.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE D'ALLOUER**, pour l'année 2017, la somme de 800,00 € pour la participation financière au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) du Conseil Départemental de l'Orne.

- **CHARGE** Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – ANNÉE 2017.**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les membres du Conseil Municipal ont la volonté de soutenir le mouvement associatif.

Les Conseillers Municipaux disposent du tableau des subventions de l'année 2017 qui découle des réflexions suivantes :

- la volonté de la municipalité de soutenir les associations en leur apportant l'aide matérielle nécessaire à leur action.
- la nécessité d'inscrire ce montant dans un cadre budgétaire strict.

Il s'agit d'attribuer les subventions dans cet esprit.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE D'ALLOUER**, pour l'année 2017, les subventions aux associations selon le tableau ci-annexé.

- **CHARGE** Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.

---

## **REPRISE ANTICIPÉE DE RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2016.**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice sont affectés après leur constatation, qui a lieu lors du vote du compte administratif.

L'article L.2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales permet de reporter au budget de manière anticipée (sans attendre le vote du compte administratif et dans leur intégralité) les résultats de l'exercice antérieur.

Ces résultats doivent être justifiés par :

- une fiche de calcul prévisionnel (établie par l'ordonnateur et attestée par le comptable public).
- les états de restes à réaliser au 31 décembre 2016 (établis par l'ordonnateur).
- et soit le compte de gestion, s'il a pu être établi, soit une balance et un tableau des résultats de l'exécution du budget (produits et visés par le comptable).

Résultat global de la section de fonctionnement 2016	+ 981 340,24
Solde d'exécution de la section d'investissement 2016	+ 34 566,43
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2016	- 56 553,77
Besoin de financement de la section d'investissement	21 987,34
Couverture du besoin de financement 2016 (compte 1068)	21 987,34
Solde du résultat de fonctionnement	+959 352,90

L'ensemble de ces montants sera inscrit dans le Budget Primitif, ainsi que le détail des restes à réaliser.

La délibération d'affectation définitive du résultat devra intervenir après le vote du compte administratif.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- CONSTATE ET APPROUVE les résultats de l'exercice 2016.**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

#### **BUDGET PRIMITIF 2017 – VILLE.**

Monsieur Jacky CLEMENT, Maire-Adjoint en charge des Finances, présente et commente le Budget Primitif 2017 – VILLE.

Le budget s'équilibre en fonctionnement pour un montant de 7 558 603,00 € et en investissement pour un montant de 5 018 839,00 €.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- APPROUVE le Budget Primitif 2017 – VILLE.**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

#### **BUDGET PRIMITIF 2017 – LOTISSEMENT LA POMMERAIE.**

Monsieur Jacky CLEMENT, Maire-Adjoint en charge des Finances, présente et commente le Budget Primitif 2017 du lotissement « LA POMMERAIE ».

Le budget s'équilibre en fonctionnement pour un montant de 160 535,15 € et en investissement pour un montant de 160 535,15 €.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- APPROUVE le Budget Primitif 2017 du lotissement « LA POMMERAIE ».**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

#### **BUDGET PRIMITIF 2017 – LOTISSEMENT LA BARBERE.**

Monsieur Jacky CLEMENT, Maire-Adjoint en charge des Finances, présente et commente le Budget Primitif 2017 du lotissement « LA BARBERE ».

Le budget s'équilibre en fonctionnement pour un montant de 141 929,82 € et en investissement pour un montant de 76 411,82 €.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- APPROUVE le Budget Primitif 2017 du lotissement « LA BARBERE ».**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

#### **BUDGET PRIMITIF 2017 – LOTISSEMENT ECO-QUARTIER DE CLOUET.**

Monsieur Jacky CLEMENT, Maire-Adjoint en charge des Finances, présente et commente le Budget Primitif 2017 du lotissement « ECO-QUARTIER DE CLOUET ».

Le budget s'équilibre en fonctionnement pour un montant de 202 412,27 € et en investissement pour un montant de 15 679,60 €.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- APPROUVE le Budget Primitif 2017 du lotissement « ECO-QUARTIER DE CLOUET ».**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

#### **BUDGET PRIMITIF 2017 – LOTISSEMENT CHEMIN DE BÂT.**

Monsieur Jacky CLEMENT, Maire-Adjoint en charge des Finances, présente et commente le Budget Primitif 2017 du lotissement « CHEMIN DE BÂT ».

Le budget présente un fonctionnement d'un montant de 37 111,27 € et en investissement pour un montant de 37 111,27 €.

**Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :**

**- APPROUVE le Budget Primitif 2017 du lotissement « CHEMIN DE BÂT ».**

**- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.**

#### **VOTE DES TAUX D'IMPOSITION 2017.**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les taux d'imposition pour l'exercice 2016 et propose de fixer les taux 2017 de la manière suivante :



TAXES	TAUX MOYENS PONDERES 2016		TAUX 2017	
	Communes « historiques »	Interco	La Ferté-Macé	FLERS AGGLO (pour info)
Taxe d'habitation	15,96 %	11,50 %	20,54 %	6,91 %
Taxe foncière - bâti	13,72 %	9,59 %	16,98 %	6,33 %
Taxe foncière - non bâti	24,80 %	17,85 %	30,41 %	12,24 %

Par ailleurs, il rappelle que la création de la commune nouvelle ne produit ses effets fiscaux qu'à compter de cette année et que le conseil a la possibilité de décider un lissage des taux entre les deux communes historiques.

Monsieur le Maire propose donc un lissage sur 12 ans calculé comme suit :

Années	TH		TF		TFNB	
	Correction* = +4,58		Correction* = +3,26		Correction* = +5,61	
	LFM	Antoigny	LFM	Antoigny	LFM	Antoigny
2017	20,60	17,61	17,05	11,78	32,03	22,17
2018	20,59	17,87	17,05	12,26	31,89	22,92
2019	20,59	18,14	17,04	12,73	31,74	23,67
2020	20,58	18,41	17,03	13,20	31,59	24,42
2021	20,58	18,67	17,03	13,67	31,44	25,17
2022	20,57	18,94	17,02	14,15	31,30	25,92
2023	20,57	19,21	17,01	14,62	31,15	26,66
2024	20,56	19,47	17,01	15,09	31,00	27,41
2025	20,56	19,74	17,00	15,56	30,85	28,16
2026	20,55	20,01	16,99	16,04	30,71	28,91
2027	20,55	20,27	16,99	16,51	30,56	29,66
2028	20,54	20,54	16,98	16,98	30,41	30,41

\* le taux de correction correspond au taux à appliquer en plus de l'ancien taux communal pour assurer la neutralisation de la fiscalité levée par chaque taxe sur le territoire communal.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ADOPTE les taux d'impositions des quatre taxes locales pour l'année 2017 selon le tableau ci-dessus.

- DECIDE un lissage des taux sur 12 ans, lié à la création de la commune nouvelle de La Ferté Macé.

- CHARGE Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches utiles et nécessaires pour la conduite à bonne fin de la présente décision.



POUR EXTRAIT CONFORME,  
CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE  
FAIT A LA FERTÉ-MACÉ,  
LE MAIRE,  
JACQUES DALMONT